

« Echanges citoyens pour toutes et tous » le 13 mars 2019

COMPTE RENDU DES 4 ATELIERS

Atelier N°1 : La jeunesse :

Les jeunes d'aujourd'hui, quelle société pour demain ?

La première observation des membres de l'atelier est que les jeunes sont absents de notre « débat citoyen ». Comment les faire venir, sommes-nous « accessibles », comment aller vers eux, les rejoindre ?...

Nous sommes des parents, grands-parents, professionnels travaillant avec des jeunes (Francas et Maison de quartier)

Leur engagement est différent aujourd'hui, une nouvelle forme de militantisme, moins dans la durée, parfois même à court terme, sur des thèmes qui les mobilisent, des causes à défendre : l'environnement, le climat, le devenir de la planète, les modes de consommation, de déplacement, d'alimentation...

Ils essaient autre chose, réagissent à ce qu'on leur a laissé, avec de la spontanéité.

Certains se déplacent beaucoup, changent facilement de travail, sont prêts à le quitter pour voyager, se créer des parenthèses... d'autres ne bougent pas, ne savent pas faire, n'ont pas les moyens, vivent des situations précaires, des difficultés d'accès au logement.

On doit parler de « jeunesses » au pluriel, un « archipel de jeunesses » : des étudiants, des apprentis, des « sans emploi »... la jeunesse est fracturée, dans une société de contradiction, différenciée par le revenu, le travail, le chômage, le logement.

Internet est très utilisé, mais « l'outil » est parfois un obstacle. La fracture numérique est réelle; un besoin « d'alphabétisation numérique » existe aussi pour les jeunes. La dématérialisation est une nouvelle fracture malgré l'intérêt qui lui est porté.

Comment les aider à rentrer dans la vie sociale, associative... à recréer le « vivre ensemble » ?

L'école est la première réponse, mais c'est là où le « vivre ensemble » est présent. Il faut donner des moyens aux structures scolaires, de l'école au lycée, pour être un lieu d'enseignement et d'ouverture.

La société doit laisser aux jeunes une place pour agir, dans le milieu scolaire, mais pas seulement... Le milieu culturel est primordial comme l'environnement familial.

Atelier N° 2 : Les inégalités (9 participants) :

Après un tour de table de présentation, est abordée la problématique des inégalités dans notre société.

Une société qui néglige les droits des plus fragiles.

Sont ciblées les populations les plus discriminées les jeunes, les SDF, les migrants, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les chômeurs, les populations des quartiers défavorisés et des DOM-TOM avec les domaines les plus révélateurs de ces

inégalités que sont les revenus, l'éducation, l'emploi, le lien social et culturel et les effets sur le logement, la santé, les loisirs. **Est rappelée la devise de la République Liberté, Egalité, Fraternité dans le principe de Laïcité.**

Inégalité face à la justice

Il est constaté que l'égalité face à la justice est bafouée, les prisons enferment pour de petits délits même des personnes relevant plus de la psychiatrie alors que les grands fraudeurs continuent des trafics dans les paradis fiscaux. Il est demandé l'égalité devant la loi, la fin des privilèges face à une justice qui punit plus facilement les pauvres qui manifestent dans les rues que les riches qui font fructifier leur argent dans les paradis fiscaux.

Il est demandé que la loi s'applique pour interdire l'éligibilité lors des élections ou pour occuper des postes de la fonction publique.

Les inégalités de territoires / L'accès aux services publics. Education, Santé, moyens de transport, service des postes, fermeture des maternités, des gares. Inégalité dans les zones rurales ou banlieues.

En premier **l'accès à l'éducation**, de plus en plus inégalitaire, une école de la République à défendre avec le constat que partout particulièrement en Vendée la concurrence renforcée entre le public et le privé et le rôle des élus et de l'Education Nationale renforcent cette tendance au détriment des écoles publiques. Ecole publique, fonds publics/// école privée, fonds privés.

Inégalités. Femmes/ hommes.

Sont exigées la parité dans tous les domaines économiques, politiques, culturels et en tous lieux, y compris au sein des familles, **l'application de la loi** avec sanction lorsqu'un employeur ne l'applique pas « A travail égal, salaire égal. »

Sont demandées l'application de la loi Veil sans clause de conscience pour les médecins, **l'obligation** du congé parental pour les hommes avec des prélèvements automatiques pour les pensions alimentaires.

Sont demandés le maintien du statut général des fonctionnaires et l'arrêt des privatisations des biens communs.

Sont à combattre toutes les discriminations selon les 21 critères reconnus et en particulier celui qui s'applique à la pauvreté et qui entraîne toutes les autres situations d'inégalité dans une société fragmentée. (CV anonyme, application européenne de la clause du pays le plus favorisé.)

Sont à combattre les violences, les discriminations liées au racisme, à l'antisémitisme, à la xénophobie, à l'homophobie et au sexisme.

Des lois existent, qu'elles soient appliquées.

Atelier N° 3 : Vivre Ensemble

Avant d'échanger sur le fond, le groupe a essayé de définir le cadre de ce qu'il faut entendre par « le Vivre Ensemble » :

- la démocratie, les institutions, la représentation des citoyens,
- la laïcité, son application, son renforcement, les valeurs de la République,
- la place des minorités, le respect des différences, de la diversité,
- le rôle de l'école, des familles, l'intergénérationnel.

1. La démocratie :

La démocratie représentative est-elle suffisante ? Pas forcément.

Une démocratie plus directe passe t'elle par plus de référendums ? Probablement mais le principe du Oui-Non n'est pas satisfaisant, on répond plus à celui qui pose la question qu'à la question elle-même.

Un article récent d'Ouest-France est évoqué. Le journaliste y parle de « référendum à tiroirs ». Il est également fait allusion au système de votations en Suisse qui semble bien fonctionner.

⇒ Prévoir plus de référendums, à plusieurs questions. Commencer par des consultations locales.

⇒ Reproduire le type d'échanges citoyens que nous connaissons depuis Janvier pour que chacun s'empare de la chose publique.

La proportionnelle est-elle un bon moyen pour que la représentation nationale soit plus juste ? Le scrutin majoritaire a ses avantages (notamment il apporte de la stabilité), il ne doit pas être supprimé, les élus étant les vrais représentants de leur circonscription ce qu'une liste nationale à la proportionnelle effacerait.

⇒ Instituer une part raisonnable de proportionnelle tout en gardant le principe du scrutin majoritaire.

L'abstention étant de plus en plus importante, il faut reconnaître le vote blanc, qui devenant un vrai geste politique, pourrait ramener aux urnes les abstentionnistes.

⇒ Prise en compte du vote blanc. (l'obligation de vote n'a pas convaincu, le groupe estimant qu'il serait probablement inefficace.)

2. La laïcité :

La laïcité est le principal vecteur du Vivre Ensemble (son enseignement a été délaissé trop longtemps).

Est-il normal, en 2019, que tous les Français ne soient pas traités de la même façon ? La réponse est non. Les incidences de l'Histoire 114 ans après 1905 devraient être surmontées.

⇒ Supprimer le Concordat religieux en Alsace-Moselle, étudier l'alignement des DOM-TOM.

En Vendée, on souffre du dualisme scolaire. De trop nombreux maires en abusent et le Préfet n'est pas très réactif.

⇒ Il faut abroger la loi Debré.

⇒ L'Etat doit multiplier les injonctions vers les Préfets pour que la loi soit respectée.

3. Le rôle de l'Ecole :

Face à la montée de l'homophobie, du racisme, à la ville comme à la campagne, il faut renforcer l'enseignement de la laïcité et du civisme afin de faire des enfants de véritables citoyens, il faut « penser l'Ecole autrement » :

⇒ Faire du Vivre Ensemble un enseignement permanent, décliné au quotidien, au même titre que tous les autres enseignements.

4. Le rôle des Familles :

L'aide à la parentalité fonctionne plutôt bien en maternelle et primaire mais est inexistante dans le secondaire.

⇒ Améliorer le suivi médical et psychologique des enfants en souffrance, en prise aux addictions de tout type en créant des passerelles entre tous les acteurs sociaux, éducatifs et de santé.

Le groupe a abordé le rôle éducatif des grand' parents, leur soutien aux familles.

⇒ Faire vivre l'intergénérationnel autant que possible, améliorer la place des personnes âgées au sein de la société, leur reconnaître un rôle social accru.

Atelier N° 4 : L'Economie Sociale et Solidaire :

Nous sommes convaincus que l'ESS (économie sociale et solidaire) fait partie des solutions pour répondre aux besoins de notre société.

Les entreprises de l'ESS (coopératives, scops, mutuelles, associations...) sont porteuses d'un mode d'entrepreneuriat qui met les femmes et les hommes au cœur de leur projet économique. Mais pour privilégier l'humain, il faut des moyens et donc:

Que l'état reconnaisse l'ESS en véritable acteur économique et social et le formalise.

Notamment en introduisant des clauses de mieux disant dans les appels d'offres à projet ou de marchés publics.

En élaborant un véritable statut du bénévole.

En redéfinissant des règles plus vertueuses à l'ESS (retour aux fondamentaux d'un fonctionnement démocratique et de l'utilisation des plus-values).

L'état doit consacrer un ministère ou un secrétariat d'état à l'ESS.

Nous devons nous prendre en main pour créer et démontrer que l'on peut agir autrement et pas seulement lorsque le secteur libéral a échoué.

Il faut prendre conscience que de nombreuses initiatives portées par l'ESS, en particulier dans les domaines sociales, de la santé, de l'aide à la personne sont des investissements sur le long terme qui méritent l'attention et la reconnaissance des pouvoirs publics.

Ce besoin de mettre l'humain au cœur des objectifs de l'ESS est indissociable du développement durable.